

● Quels nouveaux partis politiques ont vu le jour durant la grande crise ?

MOTS CLÉS

La Fédération du Commonwealth coopératif (CCF): Le premier parti socialiste du Canada, fondé dans les Prairies en 1932. Il voulait que le gouvernement contrôle l'économie.

Le capitalisme: Un système économique dans lequel la production et la distribution des biens relèvent de l'entreprise privée ou de sociétés détenues par des actionnaires qui y ont investi de l'argent avec l'intention de faire des profits.

Le Manifeste de Regina: Le programme de la Fédération du Commonwealth coopératif. Le CCF voulait que les entreprises clés appartiennent à l'État et que celui-ci crée des programmes sociaux pour aider les gens dans le besoin.

Le parti Crédit social: Un parti politique fondé dans l'Ouest canadien. Il s'opposait au capitalisme.

Les protestations politiques

Pendant qu'Ottawa tentait de sortir le pays de la dépression, les Canadiens se tournaient vers de nouveaux partis politiques pour trouver des solutions.

La Fédération du Commonwealth coopératif (CCF)

La Fédération du Commonwealth coopératif (CCF), fondée dans les provinces des Prairies en 1932, a été le premier parti socialiste du Canada. Le CCF croyait que le capitalisme cultivait l'inégalité et l'avidité et était à l'origine de la Crise de 1929. Le CCF favorisait un système socialiste dans lequel le gouvernement contrôlerait l'économie de façon à ce que tous les Canadiens puissent équitablement en profiter. À la convention du CCF, à Regina, en 1933, J. S. Woodsworth a été élu chef du parti. Le programme électoral du parti, intitulé *Manifeste de Regina*, s'opposait à l'économie de marché libre et voulait que les entreprises clés deviennent la propriété de l'État. Le CCF préconisait la mise en place de programmes sociaux pour venir en aide aux personnes âgées, aux chômeurs, aux sans-abri et aux malades. Woodsworth insistait aussi pour que le gouvernement dépense davantage pour les travaux publics afin de créer de l'emploi. En 1939, le CCF formait l'opposition en Colombie-Britannique et en Saskatchewan.

Le parti Crédit social

Le parti Crédit social était un autre parti politique présent dans l'Ouest canadien. Son chef, William Aberhart, était surnommé « Bible Bill » parce qu'il était prédicateur. Le Crédit social croyait que le capitalisme était un système économique peu rentable. Dans le régime capitaliste, les banques amassent de l'argent, ce qui empêche les consommateurs d'acheter des biens. Selon Aberhart, le gouvernement doit injecter de l'argent dans l'économie pour que les gens puissent le dépenser. La théorie du crédit social intéressait beaucoup de gens en Alberta : la grande crise avait dévasté l'économie de cette province et les gens étaient indignés de voir le pouvoir que possédaient les banques du Canada central. Dirigé par Aberhart, le parti Crédit social a remporté 17 sièges lors de l'élection fédérale de 1935, avec près de 50 % des voix en Alberta.

Aberhart avait promis que chaque citoyen aurait un « dividende de base » de 25 \$ par mois pour acheter des articles de base. Le gouvernement fédéral a contesté le droit de la province d'émettre sa propre monnaie et la Cour suprême a rejeté le projet du Crédit social. Malgré cet échec, le parti est demeuré au pouvoir en Alberta jusqu'en 1971.

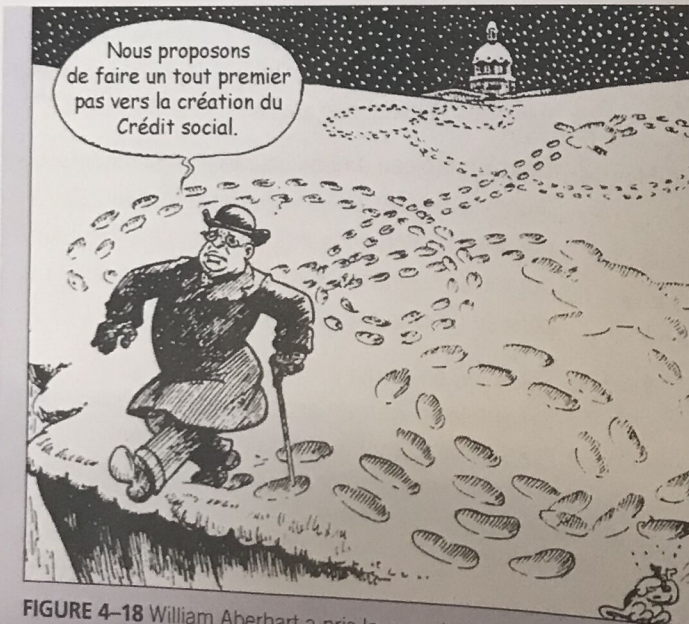


FIGURE 4-18 William Aberhart a pris le pouvoir grâce à la popularité de sa théorie du crédit social.

Interpréter une caricature politique Comment cette caricature présente-t-elle la théorie du crédit social ?



FIGURE 4-14 Les manifestants de la marche sur Ottawa.

Recueillir de l'information Quelles différences pourrait-on observer entre une protestation se tenant de nos jours et une protestation tenue à l'époque, telle que la marche sur Ottawa? Le gouvernement actuel réagirait-il de la même façon? Explique ta réponse.

L'agitation à Vancouver

Lorsque le gouvernement fédéral a fermé les camps de secours en 1936 et que le gouvernement provincial a réduit les allocations, plusieurs hommes se sont retrouvés sans ressources. Insatisfaits des décisions du gouvernement, ils ont décidé d'occuper divers édifices en attendant la réaction du gouvernement. En avril, 1600 manifestants ont occupé la galerie d'art de Vancouver, le bureau de poste régional et l'hôtel Georgia. La plupart des manifestants étaient convaincus que leur siège se déroulerait sans incident. Cependant, au bureau de poste, les hommes ont refusé de quitter et les forces policières ont dû utiliser des **gaz lacrymogènes** pour les expulser.

Le New Deal de Roosevelt

Lors de son élection au poste de président des États-Unis en 1933, Franklin Roosevelt a présenté son *New Deal*, lequel proposait des programmes de travaux publics pour les chômeurs et les agriculteurs. Sa mesure la plus remarquée a été l'adoption de la *Loi sur la sécurité sociale*. Cette loi prévoyait des mesures d'assistance sociale telles qu'une pension de vieillesse, une assurance-chômage et une aide financière aux mères et aux enfants. En vertu du *New Deal*, le gouvernement américain a dépensé des milliards de dollars pour redresser l'économie. Le *New Deal* n'a pas permis d'atteindre tous les résultats économiques escomptés aux États-Unis. Cependant, il a permis à des millions de personnes de survivre et d'entrevoir un avenir meilleur en cette période de désespoir national.

Le premier ministre Richard Bedford Bennett

- né en 1870 à Hopewell, au Nouveau-Brunswick;
- enseignant, avocat et homme d'affaires;
- élu pour la première fois aux communes en 1911;
- premier ministre de 1930 à 1935.

Sur le plan national:

- a établi des camps de secours pour les hommes célibataires au chômage durant la grande crise;
- a créé la Commission canadienne de la radiodiffusion (CCR) en 1932 pour régler la radiodiffusion au Canada; la CCR a été remplacée par la Société Radio-Canada (SRC) en 1936;
- a fait adopter la *Loi sur la Banque du Canada* en 1934, laquelle permettait la création d'une banque centrale frappant la monnaie, déterminant le taux d'escompte et participant aux politiques bancaires;
- a contribué à la création de la Commission canadienne du blé, laquelle contrôlait les prix et la commercialisation du blé canadien.

Sur le plan international:

- a convaincu l'Empire britannique d'adopter des tarifs préférentiels, ce qui a procuré un certain soulagement économique au Canada durant la grande crise.

MOTS CLÉS

La marche sur Ottawa: En 1935, des chômeurs partent de Vancouver par train pour se rendre à Ottawa (ils sont toutefois forcés de s'arrêter à Regina) afin de protester contre les conditions dans les camps de secours pour les chômeurs.

L'émeute de Regina: Une émeute qui a eu lieu à la suite de l'intervention policière pour évacuer les manifestants rassemblés dans un stade de Regina.

Un gaz lacrymogène: Un gaz qui provoque des larmes.

La Nouvelle Donne ou le New Deal: Une série de programmes, tels que l'assistance sociale pour les personnes âgées et les chômeurs, présentée par le président américain Roosevelt dans le but de contrer les effets de la grande crise.

Le nombre croissant de chômeurs et de sans-abri partout au pays effrayait un grand nombre de Canadiens de la classe moyenne. La « Peur rouge » régnait toujours au pays et le premier ministre Bennett craignait que ces hommes démunis ne soient influencés par le Parti communiste. En 1931, Bennett a fait adopter une loi déclarant illégale toute agitation communiste. Le chef du Parti communiste, Tim Buck, a été reconnu coupable de ne pas avoir respecté cette loi et a été condamné à deux ans de prison.

Des emplois à 20 cents par jour

En plus des allocations de secours et des soupes populaires, Bennett a créé un réseau national de camps de secours pour les hommes célibataires, les chômeurs et les sans-abri. En Colombie-Britannique, ces camps étaient habituellement situés dans les bois et isolés de tout. Les hommes travaillaient à la construction de routes, au déboisement et au creusement de fossés. On les payait 0,20 \$ par jour et ils étaient logés et nourris. La nourriture était exécrable et les lits étaient souvent infestés de punaises. Plus de 170 000 hommes ont vécu dans ces camps.

La marche sur Ottawa

En 1935, plus d'un millier d'hommes ont quitté les camps de secours de la Colombie-Britannique pour protester contre leurs conditions de vie et réclamer un salaire plus élevé. Ils se sont réunis à Vancouver et ont organisé des rassemblements et des collectes de fonds pour se nourrir. Dirigés par le Syndicat des travailleurs des camps de secours, ils ont décidé d'aller se plaindre directement au premier ministre lors d'une protestation que l'on surnomma « la marche sur Ottawa ». Les hommes s'entassaient dans des wagons de marchandises et même sur le toit des trains pour se rendre dans les Prairies. De nombreux partisans les nourrissaient et se joignaient à la manifestation. Arrivés à Regina, en Saskatchewan, ils étaient plus de 2000 marcheurs à avoir réussi à attirer l'attention de tout le pays.

Bennett a alors envoyé la Gendarmerie royale du Canada (GRC) pour qu'elle mette fin aux protestations. Les manifestants étaient confinés dans un stade municipal et seuls les dirigeants du mouvement ont été autorisés à se rendre à Ottawa. Ils espéraient être entendus lors d'une rencontre avec le premier ministre Bennett. Cependant, celui-ci les a accusés d'être des radicaux communistes et des fauteurs de troubles.

À Regina, la GRC a reçu l'ordre d'évacuer le stade. Les affrontements ont duré de longues heures et ont dégénéré en émeute. L'émeute de Regina a causé la mort d'un policier, en a blessé plusieurs autres et a entraîné l'arrestation de 130 hommes.

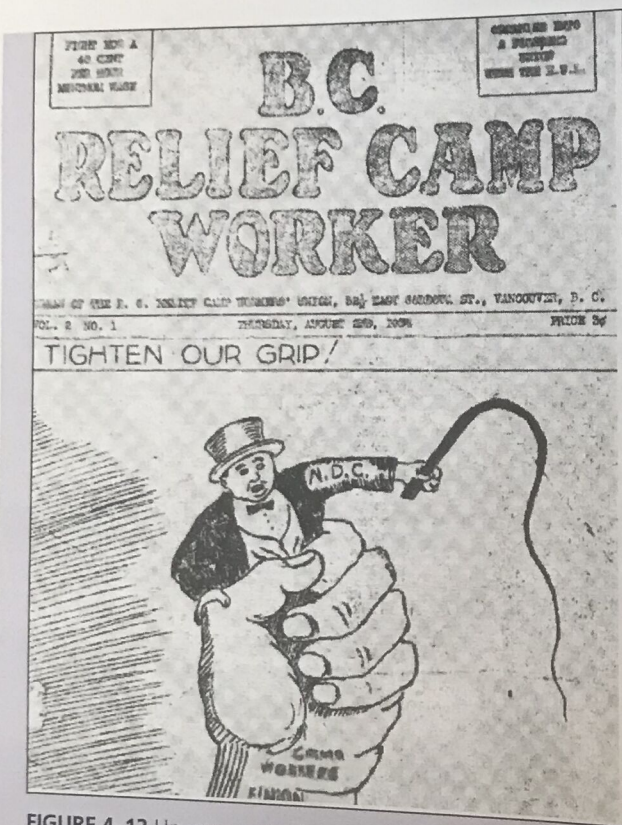


FIGURE 4-13 Un communiqué du Syndicat des travailleurs des camps de secours pour les chômeurs de la C.-B. : « Resserons notre emprise ! »

Esprit critique Dresse la liste des renseignements que fournit ce communiqué. Quelle est l'utilité d'une source comme celle-ci pour un historien ou une historienne ?

Les réactions à la Crise

Le premier ministre Mackenzie King n'était pas prêt à faire face à une crise aussi importante. Il croyait que la situation serait temporaire. Lorsque des Canadiens désespérés sont allés demander de l'aide au gouvernement fédéral, King leur a répondu que les gouvernements municipaux et provinciaux devaient s'occuper d'eux. Lorsque l'opposition conservatrice lui a demandé pourquoi le gouvernement fédéral ne venait pas en aide à certains gouvernements provinciaux, King a répondu qu'il ne donnerait pas « cinq cents » à un gouvernement provincial conservateur.

King n'a jamais réussi à faire oublier sa remarque impulsive. Les conservateurs se sont servi de ses paroles pour aller chercher des appuis durant la campagne électorale de 1930. King a perdu ses élections et le conservateur Richard Bedford Bennett a remporté la victoire, formant un **gouvernement majoritaire**.

Les solutions du gouvernement

Le premier ministre Bennett n'était pas plus en faveur d'une aide gouvernementale que son prédécesseur. Il avait d'ailleurs déclaré à un groupe d'étudiants que « la pauvreté est l'un des meilleurs atouts de l'homme qui s'apprête à affronter les rigueurs de la vie ». Son gouvernement a néanmoins proposé une série de mesures pour aider les Canadiens durant la grande crise.

- Il a adopté la *Loi sur l'assurance-chômage*, laquelle remettait 20 millions de dollars aux provinces pour qu'elles mettent sur pied des programmes de création d'emplois. Mais malgré cela, la situation économique ne s'est pas améliorée.
- Dans le but de protéger les entreprises canadiennes, Bennett a augmenté les tarifs sur l'importation de 50 %. À long terme, cette mesure a fait plus de mal que de bien, car d'autres pays ont décidé d'imposer à leur tour des barrières commerciales au Canada.
- La *Loi sur le rétablissement agricole des Prairies* a été adoptée en 1935 dans le but d'aider les agriculteurs à installer des systèmes d'irrigation et à construire des réservoirs. Cependant, la sécheresse et la pauvreté avaient déjà forcé plusieurs familles à quitter leur ferme pour aller vivre ailleurs.



FIGURE 4-12 Alors que la situation empirait au Canada, le premier ministre Bennett est devenu la cible de la frustration pour le peuple. On disait qu'une ferme désertée était une « basse-cour à la Bennett » ; un journal était une « couverture à la Bennett » ; le blé rôti était du « café à la Bennett ». Les automobiles dont les propriétaires n'avaient plus les moyens de payer l'essence et auxquelles on avait attelé des chevaux étaient surnommées des « carrioles à la Bennett ».

• Quelles solutions le gouvernement a-t-il proposées durant la grande crise ?

• Comment les programmes sociaux ont-ils évolué au Canada ?

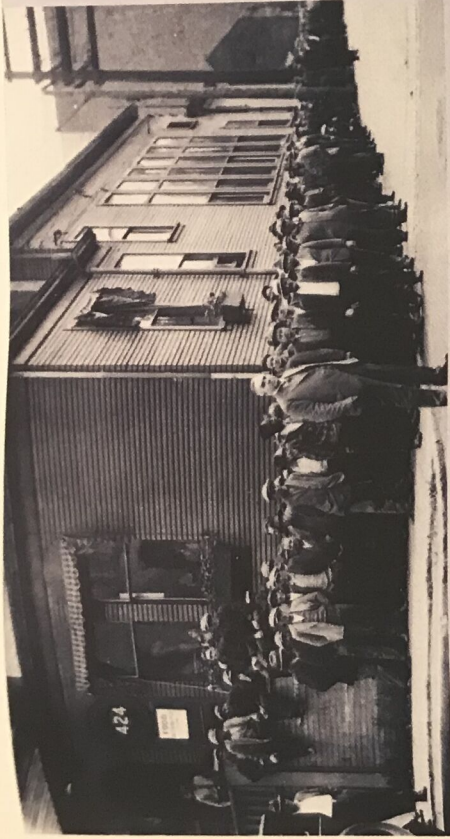


FIGURE 4-8 Des chômeurs de tous âges font la file devant une soupe populaire de Vancouver.

Esprit critique Décrivez cette scène. Selon toi, que ressentent ces hommes? Explique ta réponse.

Le chômage

Avec la grande crise qui continuait de s'aggraver, de plus en plus d'entreprises et d'usines fermaient leurs portes, ce qui entraînait beaucoup de pertes d'emplois. Les gens étaient évincés de leur maison, incapables de payer leur loyer. La perte d'emploi signifiait aussi la perte de respect, comme l'a expliqué cet homme :

Je n'ai jamais volé un sou, un pain, un gallon d'essence, mais à cette époque, j'étais traité comme un criminel. Pour certains hommes haut placés et à l'esprit tordu, il était criminel d'être pauvre et cette vision s'est propagée dans tout le système jusqu'à ce qu'elle atteigne la police de la rue et celle des chemins de fer. Si vous étiez sans emploi, errant dans la rue, vous deveniez automatiquement un criminel. (traduction libre)

— Cité dans *Ten Lost Years*, 1997

Recevoir du secours

Des milliers de personnes recevaient du « **secours** », une aide financière comparable aux prestations d'aide sociale d'aujourd'hui et offerte à ceux qui n'avaient aucune source de revenu. Le gouvernement ne facilitait pas l'accès à ce service. Les paiements étaient intentionnellement faibles — soit 60 \$ par mois à Calgary et 19 \$ par mois à Halifax pour une famille de 5 — afin d'inciter les gens à chercher du travail plutôt qu'à dépendre d'une allocation. Les gens devaient faire la file pendant des heures, puis admettre publiquement leur échec financier. Ils devaient aussi déclarer sous serment qu'ils ne possédaient aucun bien de valeur et prouver qu'ils avaient été jetés à la rue. Si les demandeurs satisfaisaient aux exigences, ils recevaient des **bons échangeables** contre de la nourriture et d'autres articles essentiels. Ces bons ne suffisaient cependant jamais à couvrir les dépenses et les gens trouvaient humiliant de se les procurer.

Les œuvres de bienfaisance privées distribuaient des vêtements d'occasion et des repas. Les soupes populaires nourrissaient les affamés et les sans-abri. Pour certains, les difficultés étaient trop grandes pour pouvoir être surmontées. Un jour, un homme de Winnipeg est rentré chez lui pour découvrir que son épouse, qui vivait du secours, avait noyé leur fils, étranglé leur fille, puis s'était empoisonnée. Elle avait laissé une note sur laquelle on pouvait lire : « Je dois 44 cents à la pharmacie. Adieu. »

DE NOS JOURS

Les banques alimentaires permanentes

En 2008, l'organisme Banques alimentaires Canada a aidé en moyenne plus de 700 000 Canadiens par mois. L'organisme a noté que ce nombre avait augmenté de 20 % durant la récession de 2008-2009. Les deux principaux groupes qui ont eu recours aux banques alimentaires sont les personnes qui reçoivent des prestations d'aide sociale et celles qui ont des emplois peu rémunérateurs.

Bien que certaines banques alimentaires soient financées par le gouvernement, la plupart dépendent de la générosité des Canadiens. Les gens donnent de l'argent, de la nourriture, des vêtements et de leur temps. Leurs contributions sont un exemple de citoyenneté active et d'aide aux personnes moins fortunées.

Qu'est-ce que les banques alimentaires te révèlent à propos de l'économie canadienne et de la vie de plusieurs Canadiens?